

Laurence BIARD
Directrice des Achats GHT

Pascal VITTECOQ
Responsable du département
Travaux, Prestations techniques,
Energie du GHT

Cellule des Marchés Publics
☎ 02.32.73.35.19
cellule.marchespublics@ch-havre.fr

Affaire suivie par :
Nicolas BERTHO
Chef de Département
Maintenance, Energies et Sécurité
GHH

**MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES
COURANTES ET DE SERVICES**

**ENTRETIEN ET DEPANNAGE DES
ONDULEURS DU GHT**

Numéro de la consultation : 26DTP003

PROCEDURE ADAPTÉE

Selon les articles L 2123-1 & R. 2123-1 du Code de la Commande Publique.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES (CCAP)

Article 1 GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Le Groupement Hospitalier de Territoire Estuaire de la Seine (GHT) dont le Groupe Hospitalier du Havre est l'établissement support, est composé des établissements suivants :

- Groupe Hospitalier du Havre
- Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne)
- Centre Hospitalier Intercommunal des Hautes Falaises (Fécamp)
- Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer)
- Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc
- EHPAD Les Escale
- EHPAD La Belle Etoile

Selon l'article L. 6132-3 du Code de la santé publique (CSP) introduit par l'article 107 de la Loi de modernisation de notre système de santé n°2016-41 du 26 janvier 2016 « *l'établissement support désigné par la convention constitutive de GHT assure [...] pour le compte des établissements parties au groupement hospitalier de territoire [...] la fonction achats.* »

Pour piloter la fonction achats mutualisée, le Directeur de l'établissement support de GHT exerce, par dérogation, les compétences et les responsabilités dont disposent en propre les directeurs d'établissements parties (article L 6143-7 du CSP). Ainsi, pour ce qui relève de la fonction achats, l'établissement support :

- est chargé de la politique, de la planification et de la stratégie d'achat ainsi que du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés et de leurs avenants,
- assure la passation des marchés et de leurs avenants, conformément aux dispositions du code de la commande publique,
- est responsable de la signature et de l'exécution des actes juridiques.

Conformément aux dispositions du code de la commande publique, l'établissement partie au GHT assure l'identification et la quantification des besoins, ainsi que l'exécution des marchés publics.

Article 2 POUVOIR ADJUDICATEUR

Dénomination : GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE	Direction : Direction des Achats du GHT
Adresse Siège social : BP 24	CP : 76 083
Localité / Ville : LE HAVRE	Pays : France
Téléphone : 02.32.73.35.19	Télécopieur : 02.32.73.44.18
Courrier électronique Cellule des marchés publics (Mail) : cellule.marchespublics@ch-havre.fr	SIRET : 267 601 714 000 12

Article 3 OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

3.1 Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la réalisation d'opérations de maintenance et de contrôles à effectuer sur les onduleurs des établissements du GHT afin d'assurer pleinement leur fonction de secours des installations électriques.

3.2 Nomenclature européenne

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Code	Intitulé
50532000 - 3	Services de réparation et d'entretien de machines et d'appareils électriques et de matériel connexe

3.3 Procédure de passation

La présente consultation est lancée sous forme d'une procédure adaptée, en application des articles R. 2123 du code de la commande publique.

3.4 Forme du marché

Le marché est un accord-cadre conclu avec un maximum en montant de 212 000.000 € en application de l'article R. 2162-4 du code de la commande publique, exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande conformément aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code précité.

Les maximums par lots sont les suivant :

Lot n°	Montant HT Maximum sur 1an
Lot n°1 - Le Groupe Hospitalier du Havre	30 000.00 €
Lot n°2 - Le Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer)	6 000.00 €
Lot n°3 - Le Centre Hospitalier des Hautes Falaises (Fécamp)	12 000.00 €
Lot n°4 - EHPAD Les Escales et La belle Etoile	5 000.00 €

3.5 Marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables susceptibles d'être passés ultérieurement

En application de l'article R. 2122-4 du Code de la commande publique, un marché négocié sans mise en concurrence pourra être attribué au titulaire pour la réalisation de prestations similaires.

Ces marchés ne pourront être passés au-delà d'une période de trois ans à compter de la notification du présent marché.

3.6 Etablissements concernés par cette consultation et lieux d'exécution

Cette procédure d'achat concerne les établissements du groupement hospitalier de territoire suivants :

- Groupe Hospitalier du Havre
- Centre Hospitalier Intercommunal des Hautes Falaises (Fécamp)
- Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer)
- EHPAD Les Escale
- EHPAD La Belle Etoile

Lieux d'exécution : Les établissements de santé sont composés de nombreux sites. Le marché dans son ensemble peut être exécuté dans différents services, y compris sur les sites annexes des établissements.

Cependant, le périmètre de la prestation pourrait être étendu par voie d'avenant à un des établissements partie ou à l'ensemble du GHT si de nouveaux besoins apparaissaient en cours de marché.

3.7 Décomposition

3.7.1 Allotissement

Le présent marché est décomposé en 4 lots :

- Lot n°1 : Le Groupe Hospitalier du Havre
- Lot n°2 : Le Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer)
- Lot n°3 : Le Centre Hospitalier des Hautes Falaises (Fécamp)
- Lot n°4 : EHPAD Les Escales et La belle Etoile

Les lots seront attribués séparément.

3.7.2 Tranches optionnelles

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches optionnelles

3.8 Option

Le marché comprend l'option suivante :

Option n°1 : Proposition de télésurveillance et télé-suivi sur les équipements.

Cette option est applicable à l'intégralité des lots, toutefois, chaque établissement choisira de manière indépendante de retenir ou non l'option. Le descriptif technique de l'option figure à l'article 5 du cahier des clauses techniques particulières.

3.9 Variante

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation. Les candidats peuvent également proposer plusieurs variantes conformément aux articles R. 2151-8 et suivants du Code de la commande publique, permettant :

- D'améliorer le processus de commande et les flux logistiques,
- De diminuer les coûts (notamment logistiques),
- De conseiller le GHT dans le cadre de plans de progrès,
- De prendre en compte une démarche de développement durable.

Ces variantes feront l'objet d'un acte d'engagement, d'un bordereau de prix et d'une offre technique distincts de l'offre de base.

Article 4 DURÉE DU MARCHÉ

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification pour une durée initiale jusqu'au 31 décembre 2026.

Toutefois, le marché pourra être reconduit 3 fois pour une période de 12 mois par tacite reconduction conformément à l'article R 2112-4 du Code de la commande publique, soit jusqu'au 31 décembre 2029.

Dans l'hypothèse où le Groupement Hospitalier de Territoire ne souhaite pas que le marché soit reconduit, un courrier recommandé avec accusé de réception sera adressé au titulaire au moins un mois avant la fin de la période en cours.

La date de fin restera identique pour tous les établissements membres du GHT.

Article 5 PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (ATTR1) et ses annexes éventuelles le Bordereau de Prix Unitaire (BPU) dûment signés par le titulaire, dont l'exemplaire unique certifié conforme peut former titre en cas de nantissement ;
- Le cas échéant, les documents relatifs à la mise au point du marché ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire unique conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques (CCTP) dont l'exemplaire unique conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Les avenants éventuels ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) en vigueur lors de la remise des offres ;
- Les rapports d'intervention ;
- Livret d'accueil des entreprises ;
- Le mémoire technique de l'offre du titulaire ;
- Les bons de commande ;

6.1 Bon de commande

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande.

Les bons de commande seront notifiés par les établissements de santé du GHT au fur et à mesure des besoins. Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature de la prestation ;
- la date de la prestation ;
- le lieu nécessitant une intervention ;
- le montant du bon de commande ;
- le code service relatif à la facturation via Chorus Pro.

Seuls les bons de commande signés par le représentant de l'établissement de santé pourront être honorés par le titulaire.

Un accusé réception de la commande sera envoyé systématiquement par fax ou par mail à l'établissement de santé concerné indiquant la date de livraison prévue.

6.2 Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13 du CCAG-FCS.

6.3 Vérifications et Admissions

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le représentant de l'établissement de santé au moment même de la prestation (examen sommaire) conformément à l'article 27 du CCAG-FCS.

Les interventions devront être conformes aux stipulations du marché.

L'admission sera prononcée par la personne représentante du pouvoir adjudicateur du marché, habilitée à cet effet, qui prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

La poursuite de l'exécution des interventions en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant.

6.4 Confidentialité

Le titulaire est tenu au titre du présent contrat, non seulement à la confidentialité la plus absolue, mais également à la neutralité et à la plus extrême discrétion vis à vis des échanges qui pourraient impliquer des patients et du personnel des établissements.

Tous les renseignements fournis au personnel du titulaire, tous les documents qui lui sont confiés, tous les entretiens auxquels il participe, et mentionnés comme tels, sont considérés comme strictement confidentiels. Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation auprès de son personnel.

De son côté, le pouvoir adjudicateur s'engage à garder confidentiels les méthodes, savoir-faire, process utilisés ou développés par le titulaire dont il pourrait avoir connaissance.

Le règlement européen (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016) relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données est opposable au titulaire.

Le titulaire s'engage à accomplir sa mission selon les règles de sa profession. Il s'engage à ne divulguer aucune information sans l'autorisation du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine.

Le Titulaire s'engage à se conformer aux dispositions du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (ci-après « RGPD »), ainsi qu'à la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, dite « Informatique et Libertés » (ci-après « LIL »).

Le Titulaire est tenu de garantir la confidentialité, l'intégrité et la sécurité des données, notamment à caractère personnel, dont le Pouvoir adjudicateur ou le Bénéficiaire a la charge, et qui pourraient être traitées dans le cadre de l'exécution du présent marché. Il veille à mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin d'assurer un niveau de sécurité adapté au risque, conformément à l'article 32 du RGPD.

Lorsque l'exécution du marché implique un traitement de données à caractère personnel pour le compte du Pouvoir adjudicateur ou du Bénéficiaire, le Titulaire agit en qualité de sous-traitant au sens de l'article 28 du RGPD. Dans ce cas, un acte spécifique de traitement ou annexe contractuelle conforme audit article sera conclu entre les parties afin de définir les instructions du responsable de traitement, la nature des données traitées, les finalités, la durée de conservation, ainsi que les obligations respectives du Titulaire et du Pouvoir adjudicateur.

7.1 Déclaration du Titulaire

Dans la mesure où le présent marché porte sur des prestations susceptibles d'impliquer la collecte, l'enregistrement, la saisie, le transfert, l'hébergement, la conservation ou, plus généralement, tout traitement de données à caractère personnel, le Titulaire déclare être pleinement informé des exigences légales et réglementaires applicables en la matière.

Il reconnaît notamment que la conformité des prestations à la réglementation relative à la protection des données personnelles constitue une obligation essentielle du présent marché.

7.2 Collaboration du Titulaire

En sa qualité de sous-traitant, le Titulaire s'engage à apporter toute sa collaboration au Bénéficiaire, agissant en qualité de responsable du traitement, afin de lui permettre de satisfaire à l'ensemble de ses obligations légales et réglementaires en matière de protection des données à caractère personnel.

À ce titre, le Titulaire s'engage notamment à :

- fournir au Bénéficiaire toute information utile à la tenue du registre des activités de traitement le concernant ;
- l'assister, à sa demande, dans la réalisation d'une analyse d'impact relative à la protection des données (AIPD) conformément à l'article 35 du RGPD ;
- lui communiquer sans délai toute information ou tout document pertinent permettant de démontrer le respect des obligations prévues par le RGPD ;
- coopérer pleinement avec le Bénéficiaire et, le cas échéant, avec la CNIL dans le cadre des contrôles ou vérifications relatifs au traitement des données couvertes par le présent marché.

7.3 Sécurité et confidentialité

Conformément aux exigences essentielles de sécurité prévues par le Règlement (UE) 2016/679 (RGPD) et la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée dite « Informatique et Libertés », le Titulaire s'engage, dans le cadre d'une obligation de moyens, à mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché.

Ces mesures doivent permettre d'éviter notamment toute altération, perte, destruction, divulgation, accès ou utilisation non autorisée des données, qu'elles résultent d'une négligence, d'un acte volontaire ou d'un incident technique.

Le Titulaire s'engage, pour lui-même et pour son personnel, à respecter strictement les obligations suivantes :

- ne pas utiliser les données à d'autres fins que celles expressément prévues au marché ;
- ne pas divulguer les données à des tiers, qu'ils soient publics ou privés, personnes physiques ou morales, sans autorisation écrite préalable du Bénéficiaire ;
- prévenir toute utilisation détournée, frauduleuse ou non conforme des données et des fichiers informatiques utilisés dans le cadre des prestations ;
- veiller à la sensibilisation et à la formation de son personnel intervenant dans le traitement des données à caractère personnel.

De manière générale, le Titulaire s'engage à traiter, stocker et transmettre les données personnelles éventuellement contenues dans les fichiers du Bénéficiaire dans le strict respect de la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel.

8.1 Caractéristiques des prix

Les prix unitaires sont réputés comprendre toutes les dépenses, taxes, charges et aléas relatifs à la bonne réalisation du marché à quelque titre que ce soit y compris toutes sujétions particulières découlant de la nature des prestations, de lieux d'exécution, la manutention, l'assurance, le stockage et le transport jusque dans les locaux des établissements du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine.

Les prix sont indiqués en euros (€) hors taxe et toutes taxes comprises.

En cas de remise promotionnelle, celle-ci s'appliquera automatiquement sans conclusion d'un avenant.

Conformément aux articles R.2112-8 et R.2112-13 du Code de la commande publique, les prix proposés pour l'ensemble de la consultation sont révisibles à la hausse ou à la baisse à l'issue de la deuxième année d'exécution du marché, puis à la fin de chaque date anniversaire de conclusion du contrat, sur demande expresse du titulaire.

À défaut d'une telle demande dans le délai prescrit, la révision est réputée refusée par le titulaire. Toute demande formulée hors de ce délai sera rejetée pour la période en cours et pourra être sollicitée uniquement pour la période suivante.

La révision des prix sera effectuée conformément à la formule de révision et aux indices prévus au marché.

La demande de révision devra être adressée au pouvoir adjudicateur par courrier recommandé avec accusé de réception ou par courriel électronique, au moins un mois avant la fin de la période concernée, et devra être accompagnée de la nouvelle annexe financière dûment signée par le titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer la révision en fonction de l'évolution de ces indices de référence.

8.2 Révision des prix

La formule de révision des prix du marché est la suivante :

$$= P = P_o (0,15 + 0,15 (\frac{0,72 \text{ EBIQ}}{\text{EBIQ}_o} + \frac{0,20 \text{ TCH}}{\text{TCH}_o} + \frac{0,08 \text{ ICC}}{\text{ICCo}}) + 0,70 \frac{\text{IchTTS1}}{\text{IchTTS1}_o})$$

Formule dans laquelle :

- P : est le prix révisé du marché au mois de Janvier de l'année considérée.
- P_o : est le prix de base de l'accord-cadre du mois de remise des offres.
- EBIQ : est l'indice des Energies, Biens intermédiaires et d'Équipement, connu au mois Janvier de l'année considérée.
- EBIQ_o : est l'indice des Energies, Biens intermédiaires et d'Équipement, connu au mois de remise des offres.
- TCH : est l'indice des Transports, communication et Hôtellerie, connu au mois Janvier de l'année considérée.
- TCH_o : est l'indice des Transports, communication et Hôtellerie, connu au mois de remise des offres.
- ICC : est l'indice du coût de la construction, connu au mois Janvier de l'année considérée.
- ICC_o : est l'indice du coût de la construction, connu au mois de remise des offres.
- IchTTS1 : est l'indice du coût horaire du travail pour les « Industries Mécaniques et Électriques » connu au mois Janvier de l'année considérée.
- IchTTS1_o : est l'indice du coût horaire du travail pour les « Industries Mécaniques et Électriques » connu au mois de remise des offres.

La révision de prix devra être formulée auprès du pouvoir adjudicateur par l'envoi d'un courrier en recommandé avec accusé de réception, au moins un mois avant la fin de la période en cours.

En cas de modification ou de remplacement de l'indice choisi, le nouvel indice est de plein droit substitué à l'ancien à compter de la date à laquelle l'indice ne pourra plus être appliqué.

En cas de suppression pure et simple de l'indice, il sera retenu un nouvel indice déterminé d'un commun accord entre les parties.

7.2.1 Clause butoir

Après application de la formule de révision ci-dessus, la hausse des prix ne pourra excéder 3% par année.

7.2.2 Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle hausse des prix lorsque cette hausse est supérieure à 5%.

Lorsque la révision des prix fait apparaître, par rapport aux valeurs de base, un taux de variation supérieur à 3%, les parties s'engagent à convenir d'un rendez-vous pour déterminer au mieux les valeurs de la révision des prix.

En cas de désaccord persistant à l'issue de négociations, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle hausse des prix lorsque cette hausse est supérieure à 3%.

En cas de la résiliation prématurée, le titulaire s'engage à poursuivre l'exécution du marché pendant le temps nécessaire à la relance d'une nouvelle consultation et à l'attribution du nouveau marché.

Article 9 AVANCE

9.1 Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire selon les modalités de l'article R 2191-3 du Code de la commande publique. L'option B du CCAG-FCS est retenue.

Conformément à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5 %.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME mentionnée à l'article R. 2151-13, du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5%.

Si le titulaire n'a rien indiqué dans l'acte d'engagement, ou si la réponse n'est pas interprétable, le pouvoir adjudicateur considérera que l'avance n'est pas demandée par le titulaire.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'assiette de l'avance prévue au Code de la Commande Publique, pour le titulaire, au montant correspondant aux prestations lui incombant.

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Les limites fixées dans le Code de la Commande Publique sont appréciées par référence au montant des prestations confiées au sous-traitant tel qu'il figure dans le marché ou dans l'acte spécial.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le pouvoir adjudicateur.

Le remboursement de cette avance s'effectue selon les modalités prévues dans le Code de la Commande Publique.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicateur dès la notification de l'acte spécial.

9.2 Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

Article 10 GARANTIES FINANCIÈRES

Aucune clause de garantie ne sera appliquée.

Article 11 ASSURANCE

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du

marché. Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment, durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 12 MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

12.1 Mode de règlement du marché et modalités de financement

Le marché sera financé sur fonds propres et les dépenses seront affectées aux budgets d'exploitation des établissements membres du groupement hospitalier de territoire de l'Estuaire de la Seine.

Les paiements seront effectués par mandat administratif au compte courant du titulaire du marché précisé sur l'acte d'engagement.

Les pénalités éventuelles dont le titulaire du marché pourrait être redevable seront réglées soit par compensation au moyen de retenue sur les paiements à lui faire soit par l'émission d'un titre de recette.

12.2 Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

12.3 Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Les demandes de paiement seront déposées via Chorus Pro, portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier,
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET,
- **Le numéro du compte bancaire ou postal,**
- **Le numéro du marché,**
- La date d'exécution des prestations
- La nature des marchandises livrées et ou les prestations exécutées ;
- La décomposition des prix forfaitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète
- Le montant hors taxe des produits ou service en question éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération,
- Le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS, tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché,
- Le montant total TTC des produits livrés ou des prestations exécutées,
- La date de facturation,
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique,
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC,
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Les demandes de paiement, établies après service fait, seront déposées via chorus pro (<http://chorus-pro.gouv.fr>) sous le code service : DTP.

En cas de co-traitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire. Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon l'article 12 du CCAG-FCS.

En cas de sous-traitance :

- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

12.4 Délai global de paiement

Les règles relatives à la fixation, au déclenchement et à l'interruption du délai de paiement sont celles fixées par le Code de la commande publique des articles R. 2192-11 à R. 2192-30.

Conformément à l'article R. 2192-11 du Code de la commande publique, les sommes dues en exécution du présent marché seront payées dans un délai **de 50 jours** à compter de la réception de la demande de paiement par l'établissement de santé concerné. Ce délai n'inclut pas le délai bancaire. Les délais se calculent en jours calendaires, avec report au jour ouvrable suivant si l'échéance tombe un samedi, dimanche ou jour férié.

Lorsqu'un avenant de transfert est en cours de rédaction, le délai global de paiement est suspendu. Cette suspension prend effet de la date de la demande du titulaire du marché jusqu'à la date de la notification de l'avenant de transfert au titulaire du marché.

En cas de dépassement du délai de paiement les articles L. 2192-10 à L. 2192-14 du Code de la commande publique sont applicables.

12.5 Conditions d'escompte

Le délai de paiement réglementaire est de 50 jours pour les établissements publics de santé. Les fournisseurs sont invités à présenter leurs conditions de paiement anticipé. Ils exposeront quel pourcentage d'escompte peut être appliqué en fonction du délai de paiement à réception de la facture.

Article 13 PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire subira sur ses créances, sans mise en demeure préalable des pénalités exposées ci-dessous sur simple constatation :

Motifs	Pénalités
<u>Pénalités sur retard intervention et exécution</u>	En cas de dépassement du délai d'intervention, le montant des pénalités applicables sera de 80 € HT par heure de retard. Toute heure commencée sera considérée entière.
	En cas d'immobilisation des installations après la signalisation de la panne, le montant des pénalités applicables sera de 80 € HT par heure de retard. Toute heure commencée sera considérée entière.
<u>Retard ou absence aux rendez-vous de chantier</u>	
L'entreprise est tenue d'assister ou de se faire représenter aux rendez-vous sollicités par le maître d'ouvrage.	En cas de retard de plus d'une heure, une pénalité de 80 € HT par retard (ou absence) sera appliquée.
<u>Délais et retenues pour remise de documents non fournis</u>	
En cas de non remise des documents à fournir (<i>rapport</i>)	Le montant des pénalités applicables sera de 50 € HT par jour calendaire de retard dans la remise.

<i>annuel, rapport de conformité ou compte rendu d'intervention).</i>	
<u>Manquement à une règle en matière d'hygiène, d'environnement ou de sécurité</u> Outre la mise en régie au frais du titulaire d'une société pour pallier la carence constatée, l'attributaire défaillant se verra appliquer une retenue : <ul style="list-style-type: none"> • <u>Infraction mineure</u> : non-respect des mesures minimales demandées dans l'analyse de risques. • <u>Infraction majeure</u> : non-respect des mesures complémentaires demandées dans l'analyse de risques. 	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Infraction mineure</u> : La retenue sera de 160 € HT par infraction constatée. • <u>Infraction majeure</u> : La retenue sera de 480 € HT par infraction constatée
<u>Pénalité pour non port de la carte BTP</u>	Montant de la pénalité : 50 € HT par jour et par personne ne présentant pas sa carte BTP.
<u>Pénalité pour stationnement en dehors du parking entreprise</u> (<i>uniquement pour le site de l'Hôpital Jacques Monod</i>)	Montant de la pénalité : 100 € HT par infraction constatée.

Toutes les pénalités sont appliquées sous la responsabilité de chaque établissement de santé.

L'application ou la non application des pénalités exposées est laissée à l'appréciation de l'établissement de santé concerné en fonction des justifications apportées par le titulaire du marché. Plusieurs pénalités peuvent être cumulées.

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire, qui est admis à présenter ses observations à l'établissement concerné dans un délai de 7 jours à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités s'appliquent quel que soit leur montant.

Article 14 EXÉCUTION PAR DÉFAUT

Dans le cas où le titulaire n'aurait pas exécuté le présent marché selon les modalités du présent dossier de consultation, et si les nécessités de service l'exigent, ce dont les établissements de santé du Groupement Hospitalier de Territoire sont seul juge, la prestation concernée peut être assurée par un autre fournisseur aux frais et risques du titulaire en défaut, sans qu'il soit besoin de le mettre autrement en demeure.

Les frais engagés par les établissements de santé seront déduits d'une facture présentée en paiement au profit du titulaire, ou à défaut, feront l'objet d'un titre de recettes émis à son encontre par les Services Financiers des établissements de santé.

Article 15 MODIFICATION DU MARCHÉ

15.1 Avenants

Le présent marché pourra être modifié par voie d'avenant émanant de la cellule des marchés publics du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine, dans les conditions prévues aux articles R. 2194 du Code de la commande publique.

Les modifications en cours de marché pourront notamment porter sur :

- l'ajout, la suspension ou la suppression de prestations ou de services prévus initialement au marché ;
- l'ajout, le retrait ou la substitution de référence de produits ;
- l'augmentation ou la diminution des quantités de fournitures prévues initialement au marché ;
- la modification de la durée du marché ;
- la modification de l'article 7 du présent document ;
- les conséquences d'une évolution réglementaire ou législative entraînant une modification du périmètre du marché ;
- des adaptations techniques éventuelles.

15.2 Avenant de transfert

En cas de changement de dénomination sociale, de statut de la société, ou de rachat, le titulaire du marché doit, **impérativement et dans les meilleurs délais**, transmettre **par écrit** les informations nécessaires à la rédaction de l'avenant de transfert, dans le respect de l'article R. 2194-6 du Code de la commande publique.

15.3 Certificat administratifs

Certaines modifications mineures, de nature non substantielle, peuvent être constatées et validées par certificat administratif émis par le pouvoir adjudicateur.

Il s'agit notamment :

- de la correction d'erreurs matérielles sans incidence sur le montant ou les conditions d'exécution du marché ;
- des ajustements financiers de faible montant, ne dépassant pas un seuil fixe de 1 000.00 € HT, lorsqu'ils ne modifient pas l'économie générale du contrat ;
- du changement de coordonnées bancaires ou administratives du titulaire ;
- La renonciation aux pénalités de faible montant.

Article 16 MARCHÉS NEGOCIÉS DE PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, un marché négocié sans mise en concurrence pourra être attribué au titulaire pour la réalisation de prestations similaires.

Ces marchés ne pourront être passés au-delà d'une période de trois ans à compter de la notification du présent marché.

Article 17 RÉSILIATION

Seules les stipulations du CCAG-FCS, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2142 et R. 2143 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 324-4 ou R. 324-7 du code du travail conformément aux articles R. 2143 du Code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Article 18 LITIGES

18.1 Election de for

En cas de difficulté sur l'interprétation du présent dossier de consultation, les parties s'efforceront de résoudre leur(s) différend(s) à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, le Tribunal administratif de Rouen est seul compétent.

18.2 Voies de recours

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert, 76005 Rouen

Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr, URL : rouen.tribunal-administratif.fr

☎ : 02 35 58 35 00 📠 : 02 35 58 35 03

Article 19 DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Article 4	Pièces contractuelles du marché	Dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS
Article 6	Prix	Dérogation à l'article 10 du CCAG-FCS
Article 11	Pénalités	Dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS
Article 12	Exécution par défaut	Dérogation à l'article 45 du CCAG-FCS

Dressé par le pouvoir adjudicateur du GHT de l'Estuaire de la Seine

Au Havre, le 27 janvier 2026

Groupe Hospitalier du Havre :

Direction des Travaux et du patrimoine
19 Avenue Pierre Mendès France
76 290 Montivilliers

Mme BERTHO Nicolas

Tel : 02 32 73 38 70
Fax : 02 32 73 34 42
Mail : nicolas.bertho@ch-havre.fr

Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne)

19 rue René Coty
76 170 Lillebonne

M. LETELLIER Jean Luc

Tel : 02 35 39 10 24
Fax : 02 35 39 10 23
Mail : jeanluc.letellier@chi-cvs.fr

Centre Hospitalier Intercommunal des Hautes Falaises (Fécamp)

100 Avenue du Président François Mitterrand
76 400 Fécamp

M. Belhache Stéphane

Tel : 02 35 10 91 50
Fax : 02 35 10 90 02
Mail : stephane.belhache@ch-fecamp.fr

Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer)

66 route de Lisieux
BP 431
27 504 Pont-Audemer

M. Platel Fabien

Tel : 02 32 41 45 85
Fax : 02 32 41 65 99
Mail : fabien.platel@ch-pont-audemer.fr

Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc :

8 avenue du Général de Gaulle
76430 Saint Romain de Colbocs

Mme. Mouquet Sophie

Tel : 02 32 79 51 51
Fax : 02 35 20 82 13
Mail : Sophie.mouquet@hl-saintromain.fr

EHPAD Les Escales et Belle Etoile

21 rue de la transat
76600 Le Havre

Mme. Fanny CHARPENTIER

Tel : 02 35 53 62 03
Mail : f.charpentier@ehpad-havre.fr